

DIFFICILE RETOUR AU PÉI

La mobilité à sens unique



Bien des étudiants et travailleurs réunionnais vivant en métropole souhaitent rentrer. Mais ils rencontrent des difficultés pour s'insérer à La Réunion. En cause : le manque de réseaux et d'accompagnements financiers.

P.2-3

FOOTBALL - COUPE RÉGIONALE DE FRANCE



La Tamponnaise a le dernier mot

P.22-23

DRAME À LA POINTE AU SEL

Le corps
du jeune homme retrouvé

P.23

PROJET DE LOI DE FINANCES

21 amendements
de nos députés adoptés

P.23

TEDX WOMEN

La colère d'une Dionysienne,
« femme de couleur »

P.23

Les « invisibles » appellent à l'aide

L'association réunionnaise pour le retour au péi organisait une journée de conférences, samedi, à Saint-Denis. L'occasion de mettre en avant ces étudiants et travailleurs partis vivre en métropole, désireux de faire profiter leur île de leurs compétences mais qui rencontrent des difficultés pour revenir. Des accompagnements financiers et en termes de réseaux sont attendus.

Tout le monde connaît Réunionnais du monde, le site internet de Nicolas Martin qui recense les succès de la diaspora réunionnaise aux quatre coins du globe. Samedi, il a été question de son « pendant », son « miroir », pour reprendre les termes d'Alexandre Imhoff, directeur territorial de Ladom (L'Agence de l'outre-mer pour la mobilité) qui parle également de « mobilité inversée ».

Deux ans après sa création, l'association réunionnaise pour le retour au péi, qui vise à faciliter le retour à La Réunion après une expérience de mobilité, organisait sa première grande manifestation à l'ancien hôtel de ville de Saint-Denis. Une journée de conférences et de témoignages avec un objectif : attirer l'attention des pouvoirs publics et des acteurs économiques sur les difficultés rencontrées par ces jeunes et moins jeunes lorsqu'ils veulent regagner leur île pour y vivre.

« Choix du cœur »

« C'est un thème qui nous tient à cœur car nous l'avons tous vécu, commente Lindsay Gopal, revenue à La Réunion en 2016 après dix ans passés en métropole, présidente de cette association d'une cinquantaine d'adhérents qui se définit avant tout comme un réseau d'entraide apolitique et soucieux d'éviter les polémiques. La mobilité a été une expérience enrichissante mais nous avons fait le choix du cœur en revenant. Nous sommes très attachés à nos racines et voulons mettre à profit du territoire les compétences que nous avons acquises. Le problème, c'est que ce n'est pas évident de trouver un emploi avec un salaire décent ici. 3 000 Réunionnais rentrent chaque année. Ils ont été accompagnés au moment de leur départ mais se sentent un peu seuls au retour. Ils manquent de perspectives professionnelles et ont l'impression d'être un peu invisibles ».

Pendant une journée, il a beau-



Ces jeunes ont rencontré de nombreuses difficultés pour retrouver une place à La Réunion.

coup été question d'accompagnement. Un accompagnement financier (aide au billet d'avion, au déménagement et à l'installation), d'abord, qui n'existe quasiment pas aujourd'hui (lire par ailleurs) alors que « cela coûte cher de revenir ».

La Région, appelée à la rescousse, a mis en place un comité de pilotage de la mobilité chargé de plancher sur ce sujet. « Notre mandature y est très sensible, explique Maya Césari, élue régionale avant de citer la mise en place du bon de ressource annuel pour les jeunes partis se former en métropole. Nous pouvons envisager d'autres actions avec la diaspora. Il est naturel de vouloir rentrer chez soi. Peut-être que les institutions ont sous-estimé ces difficultés. Nous devons faire en sorte que le territoire vous connaisse et vous reconnaisse. Mais il y a 200 000 Réunionnais dans

le monde. Avant de travailler sur un financement, nous devons identifier les publics qui en bénéficieraient : les jeunes, les sportifs, voire les retraités ».

CVthèque

L'accompagnement souhaité porte aussi sur les réseaux et l'accès à l'information pour avoir les mêmes chances d'insertion que ceux qui ne sont pas partis. L'association a déjà lancé sur le réseau social professionnel LinkedIn une ébauche de CVthèque, plateforme numérique destinée à mettre en lien les candidats et les entreprises. Et en appelle à une communication institutionnelle destinée à mettre en avant le retour au péi.

« Donne à nou une chance », résume Audrey Douanier, membre

de l'association. Dans la salle, une jeune Réunionnaise revenue il y a trois mois approuve. « Être obligé à une telle part de risque, c'est déroutant. Beaucoup ne sont pas prêts à le prendre. En revenant ici, on ne se sent plus chez nous. Les autres Réunionnais nous disent qu'on vient prendre leur place et nous demandent pourquoi nous ne sommes pas restés là-bas ».

Erica Bareigts, maire de Saint-Denis, a eu le même sentiment par le passé en rentrant de ses études en métropole et au Royaume-Uni : « On ne voulait pas que je revienne. Il y a une forme de rejet du territoire. Mais son avenir se construit avec ceux qui restent et ceux qui reviennent. Il faut que le départ et le retour soient des choix ».

« Il faudra une porte d'entrée unique, complète Maya Césari. Un outil numérique de type plateforme ou application afin de pouvoir suivre

chaque personne et de la rendre visible ».

« Je suis très optimiste concernant la volonté de tous les acteurs de faciliter ce retour au péi, nous sommes sur la bonne voie », se projette Alexandre Imhoff.

« Question de volonté »

Maya Césari met un bémol : « Nous ne réussissons que si le monde économique s'empare du sujet et donne leur chance aux Réunionnais qui ont fait l'effort de cette expérience à l'étranger ».

Erica Bareigts lance un appel aux entreprises. « Il n'y a pas besoin de créer un nouvel outil. C'est une question de volonté et d'organisation. Allons ! »

Cédric BOULLAND

Qui sont les candidats au retour et quelles sont leurs difficultés ?

L'étude a été réalisée l'an passé auprès de 841 personnes et validée par deux éminences locales, Lucette Labache et Laurent Médéa.

L'association réunionnaise pour le retour au péi s'est penchée sur le profil des Réunionnais et Réunionnaises partis étudier ou travailler en métropole. Avec trois panels : ceux qui souhaitent rentrer sur leur île, ceux qui ne le souhaitent pas et ceux qui sont déjà rentrés.

Premier constat : 60% des personnes interrogées vivent en couple et 51% ont au moins un enfant. Cela fait dire à l'association que le retour « n'est pas une démarche individuelle mais concerne une cellule familiale ».

Le deuxième fait notable concerne le niveau de formation et la situation professionnelle des membres de la diaspora : 41% sont titulaires d'un bac + 5 ou plus tandis que 39% des Réunionnais vivant dans l'Hexagone y travaillent en CDI et 11,5% en CDD.

Salaires plus faibles qu'en métropole

Plus globalement, 45% des sondés ont passé plus de dix ans hors de leur département de naissance. Ils ont 35 ans en moyenne.

Les raisons les plus fréquemment

mis en avant pour le retour à La Réunion sont la volonté de se rapprocher de la famille puis la volonté de retrouver la culture réunionnaise. Ceux qui ne veulent pas rentrer mettent en avant les conditions de vie à La Réunion et les différences de salaires avec l'Hexagone.

Parmi les personnes déjà rentrées, 61% déclarent avoir rencontré des difficultés. Par ordre décroissant : l'emploi, les conditions de vie, les finances et la réadaptation. Pour certains, le premier retour n'a pas été le bon. Certains sont même repartis à trois ou quatre reprises avant de finir par retrouver leur place localement. Le manque d'accompagne-

ment au retour revient régulièrement dans les explications.

Pas si dur de trouver un travail

La bonne nouvelle, c'est que 42% de ces personnes ont retrouvé du travail au bout de moins de six mois. Celles qui ont mis plus d'un an ne sont que 9%.

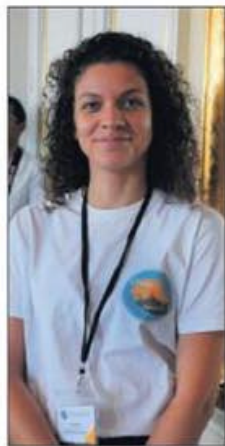
À noter également que 11% des Réunionnais de retour ont procédé à une reconversion professionnelle et que 9% ont créé leur entreprise pour créer leur emploi.

C.B.



De droite à gauche : Alexandre Imhoff (Ladom), Maya Césari (Région) et Ericka Bareigts (mairie de Saint-Denis) ont pris position concernant la problématique du retour au péi. (Photo Cédric Boulland)

« Je me sens à ma place, j'ai fait le bon choix »



Chloé Baillif : « J'avais envie de me rapprocher de ma famille ».

Chloé Baillif avait 18 ans lorsqu'elle a quitté son île pour intégrer Sciences Po Paris. Au terme de ses cinq années d'études, elle a trouvé du travail à Paris puis aux États-Unis dans les relations publiques.

« Je suis rentrée à La Réunion en octobre 2020 car j'avais envie de me rapprocher de ma famille suite au Covid, raconte la jeune femme, aujourd'hui âgée de 28 ans. Mes parents ont essayé de me décourager. Ils m'ont dit qu'avec les études que j'avais faites, je serais mieux en Europe et qu'une belle carrière m'attendait, qu'il n'y avait pas de travail ici. Je suis rentrée quand même. J'ai lâché mon boulot alors que je n'en avais pas encore retrouvé un ici ».

Chloé se rapproche de l'association réunionnaise de retour au péi, qu'elle a depuis intégrée.

« Ses membres m'ont beaucoup aidé, notamment concernant le volet relations sociales. Lorsqu'on revient huit ans après être parti, on n'a plus d'amis ».

« Quand on revient, on n'a plus d'amis »

La jeune femme a eu la chance de retrouver rapidement du travail dans une collectivité. « À ma grande surprise, j'ai trouvé au bout de trois mois, raconte-t-elle. Aujourd'hui, je me sens à ma place. J'ai fait le bon choix et mes parents sont ravis. Si c'était à refaire, je le referais. À présent, je veux rendre aux autres ce qu'on m'a apporté en les accompagnant et en leur montrant que c'est possible ».

C.B.

Les dispositifs déjà en place et ceux à venir

Dans le cadre du passeport mobilité études et sous conditions de ressources, Ladom (L'Agence de la mobilité pour l'outre-mer) prend en charge 100% (pour les boursiers) ou 50% (pour les non-boursiers) du billet d'avion des Réunionnais de moins de 26 ans poursuivant des études en métropole à raison d'un aller-retour par an.

Une aide (le passeport mobilité professionnelle) existe également pour les demandeurs d'emploi devant se rendre dans l'Hexagone pour y suivre une formation qui n'existe pas ou est saturée localement.

Dans le cadre de la loi Égalité réelle, Ladom peut également intervenir auprès des Réunionnais partis se former en métropole jusqu'à cinq ans après l'obtention de leur diplôme. Cela permet à ces jeunes de commencer à travailler dans l'Hexagone tout en ayant l'assurance de pouvoir rentrer sur leur île quand ils en expriment le besoin.

Le Cnarm va payer le billet retour

La Région a lancé cette année le bon de ressourcement, un dispositif complémentaire du passeport mobilité. Comme son nom l'indique, il permet aux jeunes partis se former en métropole de venir se ressourcer une fois par an sur leur île avec un bon de

400 ou 800 euros (selon les revenus) pour l'achat d'un billet d'avion.

Le Cnarm (Comité national d'accueil et d'actions pour les Réunionnais) accompagne les Réunionnais trouvant du travail en métropole (dans le public comme dans le privé) mais aussi ailleurs dans le monde. Il paye leur billet d'avion et leur verse une allocation d'installation.

Aucune aide au retour à La Réunion n'existe à l'heure actuelle... mais cela va changer. L'annonce a été faite samedi lors du salon du retour au péi sans calendrier précis. Le Cnarm a en projet la prise en charge du billet d'avion retour pour les Réunionnais partis par l'intermédiaire du comité une fois leur contrat terminé et s'ils souhaitent revenir. Mais le projet va plus loin.

« Afin de boucler la boucle du parcours des personnes que nous accompagnons, nous voulons créer une bourse de l'emploi, une plateforme de mise en relation entre les candidats et les entreprises afin de faciliter le retour des premiers, explique le responsable du Cnarm en charge de la coordination du recrutement. Nous travaillons sur le sujet avec Pôle emploi. L'idée est de mettre en ligne les offres qui ne sont pas visibles par les candidats en métropole. Et ainsi de faire revenir les compétences réunionnaises ».

C.B.



La mobilité est aujourd'hui essentiellement soutenue dans un seul sens : celui des départs.

PHOTOS

Philippe Chan Cheung
Emmanuel Grondin



Lindsay Gopal, présidente,
et Julien Lebreton,
trésorier de l'association
réunionnaise
de retour au péi.



Le Quotidien

FREDO
Quotidien

FREE
DOM

1 900€

À GAGNER AUJOURD'HUI

Comment Jouer :

1

Achetez le Quotidien du jour

Le Quotidien

2

Attendez que l'animateur vous appelle chez vous, avant 12h en écoutant

FREEDOM

3

Répondez à sa question. La réponse se trouve dans votre Quotidien ! Gagnez tous les jours minimum 100€

Règlement du jeu FREEDOQUOTIDIEN déposé chez Maîtres Daniel TAI-LEUNG, Jean MAYER.